

ROBIN LAUNAY

LA SOCIÉTÉ OUVRIÈRE DE MESSINE (1860-1914):  
UN EXEMPLE DE LA DIFFUSION DE VALEURS  
PROGRESSISTES APRÈS L'UNITÉ ITALIENNE<sup>1</sup>

*Introduction*

Partons d'un constat: l'histoire de la mutualité a souvent été au mieux négligée au pire inexistante<sup>2</sup>. Pourtant, ces dernières décennies, un renouveau historiographique a poussé les historiens italiens, issus d'une nouvelle génération formée à l'école de la *microstoria*, à prendre en considération le rôle de la mutualité dans le contexte de la nationalisation post-unitaire, à la fois dans ses caractères sociaux, politiques et culturels. Même si l'histoire de la mutualité reste encore une terre à défricher dans cette large « histoire sociale », les études très récentes de Laudani (2012) sur les sociétés de secours mutuels de la province de Catane ou plus récemment encore, l'étude de Baglio (2018) sur le rôle de la mutualité sicilienne dans l'assistance, la solidarité et l'instruction populaire, nous permettent d'appréhender le renouveau concernant l'histoire de la mutualité dans le cadre de l'Italie méridionale, longtemps considérée uniquement dans le cadre de son retard par rapport aux provinces du Nord<sup>3</sup>.

L'histoire de la mutualité italienne après l'unification est intimement liée à l'histoire nationale: « l'Italie est faite, il reste à faire des italiens », une formule attribuée à Massimo

---

<sup>1</sup> Cet article est issu d'un master consacré à l'histoire de la *Société Ouvrière de Messine au lendemain de l'Unité italienne* dirigé par les professeurs Jean-Yves Frétygné et Yannick Marec de l'université de Rouen. Launay (2018), mémoire de master en sciences sociales (mention histoire), sous la direction du professeur Jean-Yves Frétygné, Rouen, 2018, 188 pp. Un exemplaire de ce Mémoire qui a reçu la mention Très Bien se trouve à la Bibliothèque du Département d'histoire de l'Université de Rouen-Normandie.

<sup>2</sup> En France, certaines études ont tenté de combler ce manque, nous pensons ici à la thèse soutenue par Marec (2002), texte remanié de la Thèse de doctorat – Lettres, Paris I, 1999.

<sup>3</sup> Sur la question méridionale, voir l'article de Frétygné (1998 : 853-875).

D'Azeglio, reprise à l'envi qui insiste sur la difficulté du processus de nationalisation des différents royaumes de la péninsule italique après les guerres d'indépendance italiennes. Si l'on peut considérer que l'Italie en tant que nation souveraine est formée après la conquête de la péninsule par le royaume de Piémont-Sardaigne à partir de 1860, alors la Vénétie reste toujours sous domination autrichienne jusqu'en 1866 et Rome sous domination pontificale jusqu'en 1870. Après l'expédition des Mille dirigée par Giuseppe Garibaldi en 1860, un plébiscite est organisé le 21 octobre 1860 pour légitimer le rattachement du royaume des Deux-Siciles à celui de Piémont-Sardaigne. La bourgeoisie et la noblesse sicilienne, en capacité de voter au suffrage censitaire (seulement 2% de la population), décident à une très large majorité le rattachement au Royaume de Piémont-Sardaigne avec pas moins de 432,053 voix pour, et seulement 667 contre<sup>4</sup>. Le rattachement de l'ancien royaume des Deux-Siciles est finalement acté le 13 février 1861. C'est dans ce contexte national mouvementé que la Société Ouvrière de Messine fut créée.

Alors que la production historiographique du mouvement ouvrier et socialiste fut vaste et prolifique, celle de l'histoire de la mutualité reste encore, en grande partie, à écrire. Ces sociétés ont initialement été pensées comme des foyers d'opposition idéologique au nouvel État unifié – c'est parfois le cas – elles ont surtout contribué à éduquer, protéger ou contrôler la classe ouvrière. Il faut donc se demander, à travers l'exemple de la Société Ouvrière de secours mutuels de Messine, comment ces sociétés ont participé au processus de nationalisation de l'Italie ? Comment l'évolution de ces pratiques patriotiques communautaires témoigne de la diffusion de valeurs au sein de la classe ouvrière ? Comment évolue le contrôle de la bourgeoisie de Messine à l'égard de la masse des travailleurs ?

---

<sup>4</sup> Même si ces chiffres ont été remis en cause pour leur caractère extrême, notamment, par une historiographie révisionniste, il faut surtout retenir que la monarchie de Savoie utilise le plébiscite afin de légitimer par la suite ses rattachements soutenus par la bourgeoisie et la noblesse locale. Stamperia della Gazzetta del popolo, *Statuto Fondamentale del Regno in data 4 marzo 1848* (1884: 30).

## 1. Les sociétés de secours mutuels de la province de Messine

Le développement des sociétés de secours mutuels est assez bien connu puisqu'à partir de 1861, l'État libéral, par l'intermédiaire du *Ministero dell'Agricoltura, Industria e Commercio* (M.A.I.C.), crée la Direction centrale de statistiques afin de connaître les conditions socio-économiques réelles des différentes provinces italiennes. Sous la direction notable du statisticien milanais Piero Maestri<sup>5</sup> à partir du 21 avril 1862, le mouvement mutualiste a été appréhendé par l'État libéral italien avec des recensements réguliers réalisés entre 1862 et 1904. Même si selon ce dernier : « il n'est pas dans notre intention de tisser l'histoire des associations de secours mutuels, mais plutôt de préparer les éléments à une statistique de ces importantes institutions spontanées »<sup>6</sup>, ce fond statistique reste la mine d'or de l'histoire de la mutualité italienne.

Au 31 décembre 1862, date de la première étude statistique, il existe 443 sociétés comprenant 111 608 membres en leur sein dont 66 ont été créées avant 1848, 168 entre 1860 et 1862, et enfin 209 au cours de cette même année<sup>7</sup>. L'extension de l'article 32 du Statut Albertin à toute l'Italie après l'unification, permet aux citoyens l'application du libre droit de réunion. Il émerge donc dès 1848 dans le royaume de Piémont-Sardaigne et à la veille de l'unification, 232 sociétés de secours mutuels sont déjà présentes dans cette même province, pas moins de 70% du total national à ce moment. La Sicile, à titre de comparaison, ne compte alors officiellement qu'une seule société puisque le royaume Bourbon des Deux-Sicile, après les troubles de 1848, n'accorde pas cette ouver-

---

<sup>5</sup> Pietro Maestri (1816-1871) : il joue un rôle de premier plan dans l'organisation de la Direction Centrale des statistiques et, plus généralement, dans la révélation de la vie économique de l'Etat unifié, il publie notamment *l'Italia economica nel 1869*, Firenze, 1870 et *l'Italia economica nel 1870*, Firenze, 1871.

<sup>6</sup> «Non e nostra intenzione di qui tessere la storia delle associazioni di mutuo soccorso, ma si piuttosto di preparare gli elementi ad una statistica di queste importanti istituzioni spontanee.» dans *Statistica del Regno d'Italia. Società di mutuo soccorso. Anno 1862* (1864: 11).

<sup>7</sup>*Ivi*: XVII.

ture libérale similaire à celle observée dans le royaume piémontais, interdisant *de facto* toute forme d'association.

Selon mes recherches menées dans la province de Messine, il existe au moins 27 sociétés de secours mutuels entre 1860 et 1878<sup>8</sup> parmi celles ayant répondu aux statistiques menées par le M.A.I.C et selon les statuts conservés à la Bibliothèque Régionale Universitaire de Messine. Le nombre de ces sociétés est certainement plus important du fait de créations récentes qui ne sont pas forcément répertoriées ou encore, parce que plusieurs d'entre elles ne souhaitent pas répondre aux demandes de l'État, sans oublier les sociétés temporaires qu'on pourrait qualifier de « sauvages ». Cependant, la plus ancienne et la plus importante des sociétés de la province est la Société Ouvrière de Messine fondée en 1861. Les statuts et règlements sur lesquels mes recherches ont porté sont au nombre de trente entre 1860 et 1914. Sur ce panel disponible, on retrouve dix sociétés fondées entre 1860 et 1885, puis quatorze entre 1886 et 1895 et enfin six entre 1895 et 1914. La nouvelle impulsion des années 1880 connaît également un écho important dans toute la province. Sur ce fond disponible, quatorze sociétés proviennent de la ville de Messine, contre seize de toute la province, et si cet échantillon reste non exhaustif, il permet de confirmer la caractéristique urbaine dans l'acte de la fondation de ces sociétés. Après 1882, les sociétés professionnelles et mixtes se sont développées dans toute la province, ainsi que dans la ville de Messine comme le prouve l'apparition de la Société de secours mutuels des tailleurs de Messine en 1885.

La réalité géographique de la province de Messine nous permet de comprendre à la fois sa structure économique et ses spécificités. Elle compte une superficie totale de 3000km<sup>2</sup>. Suite au rattachement de la Sicile au royaume des Deux-Siciles en 1816, la province de Messine est instituée une année plus tard et comporte quatre districts qui seront conservés comme des entités administratives après l'Unité : Castoreale, Messina, Mistretta et Patti. Elle est bornée par la province de Palerme à l'ouest, la province centrale d'Enna au

---

<sup>8</sup> *Statistica delle società di mutuo soccorso* (1875: VII).

sud, et enfin la province de Catane proche de l'Etna. La province s'étire par conséquent le long de la côte orientale, bordée par la mer tyrrhénienne au nord et par la mer ionienne à l'ouest, qui la sépare du continent. Le détroit de Messine apparaît comme vital pour l'économie de la province et son port se développe grâce à son positionnement stratégique. En raison de sa superficie, la province contient une zone agricole importante, spécialisée notamment dans la culture des agrumes, des légumes et des céréales.

Après les lois de 1882 puis 1889, les *ganlantuomini*<sup>9</sup> locaux fondent des sociétés qu'elles peuvent utiliser au moment de l'élection afin de conserver leur siège au Conseil Municipal. Ainsi, les périphéries directes de Messine et les villes abritant les collèges électoraux sont celles dans lesquelles se sont développés les cercles (*circoli*) et les sociétés de secours mutuels sous l'égide de *galantuomini* qui voulaient donner un cadre légal à leur clientèle<sup>10</sup>. Dans ce contexte apparaît par exemple à Messine, la Société Ouvrière « Égalité », une autre société ouvrière agricole est créée dans l'ancien district de Furnari en 1890, ainsi que dans la ville située au cœur de la province, Montalbano d'Elicona en 1890. Ces créations permettent ainsi aux notables locaux de s'assurer une place importante au sein de la vie politique locale. Selon les statistiques de 1904, il existerait sociétés de secours mutuels dans la province de Messine, dont 18 reconnues par l'État contre 62 non reconnues<sup>11</sup> alors qu'elles étaient 67 au 31 décembre 1885. La province de Messine apparaît comme ayant le plus grand nombre de sociétés en 1904. Ces statistiques nous permettent de comprendre la part importante des sociétés fondées, non

---

<sup>9</sup> Ce terme qu'on pourrait traduire par celui «gentlemen», ou encore de «gentilhommes» désigne dans les provinces méridionales et tout particulièrement en Sicile, ceux qui appartiennent à la classe élevée, dirigeante et bourgeoise. Le rattachement de l'ancien royaume des Deux-Siciles à l'Italie marque l'émergence de cette nouvelle classe bourgeoise composée de notables libéraux en opposition aux anciennes familles aristocratiques, propriétaires des *latifondi*. Cette nouvelle classe s'intègre progressivement dans le pouvoir politique local et l'associationnisme leur permet de renforcer leur base électorale. Sur la question voir Aliberti (1979).

<sup>10</sup> Dans Wörsdörfer (1990: 27).

<sup>11</sup> *Le società di mutuo soccorso in Italia al 31 dicembre 1904 (studio statistico)* (1906: 693).

reconnues, servant les intérêts politiques et sociaux des notables locaux. Dès lors que le caractère politique de ces sociétés ne fait plus de doute, il faut s'intéresser à la ligne politique défendue par celles-ci au cœur du contexte provincial qui possède une histoire particulière dans la grande histoire du mouvement ouvrier et socialiste italien.

Au lendemain de l'Unité, le IX<sup>e</sup> Congrès des Sociétés Ouvrières italiennes s'est tenu le 27 septembre 1861 à Florence. Il voit l'opposition de deux blocs idéologiques au sein de la mutualité. La bataille idéologique prend place entre les libéraux qui préconisaient la non-intervention politique des associations, selon la tradition piémontaise en la matière, et les républicains-démocrates qui soutiennent leur entrée en scène dans l'arène politique afin de défendre la « question sociale »<sup>12</sup>. Ce congrès est d'ailleurs présidé par Giuseppe Mazzini<sup>13</sup>, l'intransigeant représentant de la volonté d'un *Risorgimento* démocratique et républicain. Ce congrès marque la victoire des garibaldiens et des mazziniens sur les libéraux et les modérés si bien que l'influence idéologique des démocrates gagne progressivement la majorité de ces sociétés, le mouvement ouvrier devant s'engager sur le terrain politique. Alors commence la diffusion des valeurs démocratiques au sein des sociétés de secours mutuels ainsi que la défense de l'éducation ouvrière parallèlement à leur rapprochement avec le milieu politique du mouvement ouvrier et socialiste. Ce rapprochement se traduit dans la province de Messine par la prédominance de la ligne démocrate dans les sociétés de la ville jusqu'en 1882. Elle est caractérisée par « un socialisme évolutionniste, humaniste et démocratique »<sup>14</sup>, dans la lignée de l'idéologie de la franc-maçonnerie locale.

Alors que les *fasci* siciliens<sup>15</sup> représentent les aspirations sociales méridionales de la fin du siècle, la Société Ouvrière de Messine devient un « instrument de cette politique de consen-

---

<sup>12</sup> Sur le lien entre la démocratie et la mutualité, voir l'article récent de Ingrassia (2017).

<sup>13</sup> Sur la pensée sociale de Giuseppe Mazzini, voir les livres de Frétygné (2009) et de Bertini (2007).

<sup>14</sup> Dans Cicala (2000: 51).

<sup>15</sup> Le seul ouvrage en français sur les *fasci* siciliens: Frétygné (2002: 409-550).

sus»<sup>16</sup> au début du XX<sup>e</sup> siècle dans l'opposition municipale entre deux blocs majoritaires : le bloc libéral démocrate qui essaie de concilier développement économique et ouverture sociale, et le bloc conservateur opposé à ces réformes sociales qui favorisent le développement économique. Ainsi, la politisation progressive des sociétés de secours mutuels passe par l'application de principes politiques internes et par le soutien politique aux candidats radicaux. Il permet l'organisation progressive du mouvement ouvrier dans la province de Messine, qui évolue vers des modes d'organisation devenant plus strictes afin de défendre les intérêts d'une classe plus consciente de ses forces. Pourtant malgré cette transformation, la Société Ouvrière de Messine perdure, preuve de la nécessité et de l'élargissement de son champ d'action entre 1860 et 1914.

Instituée en décembre 1861 grâce à un financement municipal, elle succède à la Fraternité Artisanale de la ville apparue le 16 juillet 1847, et ne compte pas moins de 671 membres dès 1861<sup>17</sup>. L'association est la plus importante de la province puisqu'elle regroupe différentes professions. En effet, les membres, une fois acceptés au sein de l'association, étaient intégrés à la section correspondant à leur profession afin de bénéficier du secours mutuel. Elle répond rapidement à l'obligation de reporter ses activités précisées selon les catégories fixées par l'État en quête d'informations. Alors que la société compte toujours 489 membres en 1875<sup>18</sup>, dont 146 membres honoraires et 343 membres effectifs, elle atteint le nombre de 800 membres en 1898<sup>19</sup> à son apogée. La Société Ouvrière de Messine était, par conséquent, un lieu de sociabilité et de rencontres entre différentes professions et une association au cœur d'enjeux électoraux importants au sein du pouvoir municipal. En 1904, il existait encore 6 sociétés recensées pour un total de 1139 membres<sup>20</sup>, il est aisé de comprendre le rôle joué par cette association pour le pouvoir mu-

---

<sup>16</sup> Dans Cicala (2000: 117-119).

<sup>17</sup> *Statistica del Regno d'Italia. Società di mutuo soccorso. Anno 1862*, (1864: 11).

<sup>18</sup> *Ivi*, (1875: 48-49).

<sup>19</sup> *Ivi*, (1898: 192).

<sup>20</sup> *Ivi*, (1904).

nicipal. Ludovico Fulci<sup>21</sup> l'a compris en utilisant cette société comme instrument de consensus et de dialogue entre la bourgeoisie locale et les travailleurs, par l'intermédiaire du Président de l'association Paolo Savoca qui fut aussi un de ses soutiens. L'association prévoit en 1898, en plus du secours mutuel et en cas de maladie, une pension ou allocation vieillesse continuelle aux membres, inaptes au travail, affectés par une maladie chronique, des secours extraordinaires aux veuves et orphelins, une allocation pour les œuvres funéraires et enfin l'organisation de cours du soir et l'instruction pour les enfants des membres de la société<sup>22</sup>. On remarque que le secours mutuel a donc été progressivement élargi à d'autres attributions sociales, comme la pension vieillesse ou le financement de l'œuvre funéraire. L'ouverture des cours du soir, organisés par la société permet la promotion de l'éducation ouvrière et la lutte contre l'analphabétisme. L'école est d'ailleurs fréquentée par 89 enfants dès juillet 1862, preuve de son succès<sup>23</sup>.

Malgré un mutualisme plus récent et moins développé, les régions méridionales connaissent un développement tardif mais tout aussi enthousiaste, si bien qu'on ne pourrait les exclure de ce mouvement national. Ces sociétés apparaissent comme des lieux privilégiés dans la politique du consensus : entre question nationale et question sociale, lieu de dialogue entre notables et ouvriers, entre clientélisme et instrument d'organisation ouvrier, entre histoire locale et histoire nationale. Elles constituent un véritable réseau de petites structures en opposition à d'autres associations plus importantes mais moins nombreuses. La province de Messine apparaît comme une terre privilégiée de la mutualité méridionale. La Société Ouvrière de Messine semble être le symbole, par son rôle politique, social, économique et culturel, du mouvement

---

<sup>21</sup> Ludovico Fulci (1845-1934) : Avocat, il fut élu député de Francavilla entre 1882 et 1913 aux côtés des radicaux. Mazzinien, et antimonarchiste, il fut l'un des dirigeants de la maçonnerie locale. Il bénéficie d'une clientèle électorale importante et s'impose comme une figure dominante de la politique locale au moins jusqu'à la Grande Guerre.

<sup>22</sup> *Statistica del Regno d'Italia. Società di mutuo soccorso. Anno 1862*, (1864: 192).

<sup>23</sup> *Ivi*, (1864: 48-49).

mutualiste méridional. Bien intégrée dans cette grande histoire nationale, il faut maintenant en analyser le fonctionnement puisque cette société à elle-seule témoigne de l'histoire locale de Messine, de l'histoire des provinces méridionales et d'une histoire nationale.

## *2. Entre pratiques démocratiques et idéologie républicaine*

Le renouvellement actuel de l'histoire sociale et politique se produit par l'étude des pratiques, des réseaux de sociabilité<sup>24</sup>, une nouvelle historiographie plus portée sur l'individu et la monographie. Dans ce contexte, les statuts sociaux et règlements deviennent une source majeure de l'histoire sociale afin de comprendre la relation de consensus exercée entre les dirigeants, notables locaux, et les membres effectifs, les ouvriers ou encore pour saisir le mode de diffusion de pratiques démocratiques. Le statut de 1868 marque le premier acte législatif visant à reconnaître la société légalement, alors qu'elle apparaît comme déjà reconnue depuis 1861. Il ne faut pas perdre de vue que ce sont souvent des avocats qui élaborent ces règlements internes afin de donner un cadre légal à leur clientèle. Le deuxième statut est adopté en 1877, mais confirmé en 1887 au lendemain de la loi de 1886, portée sur la reconnaissance des sociétés de secours mutuels, le contrôle étatique devient par ailleurs plus strict. Il est aussi possible de faire remarquer que ce statut apparaît finalement à la fois comme le témoin des évolutions du fonctionnement de la société, et surtout, une réponse aux normes demandées par l'État italien afin d'obtenir leur institutionnalisation. Enfin, le statut et règlement de 1896 prend en compte des modifications effectuées par l'Assemblée Générale de l'association et livre un dernier témoignage des évolutions de la protection sociale avant le début du XX<sup>e</sup> siècle.

Selon l'article 1 de la Société : « la société des ouvriers a pour principe fondamental la réciproque solidarité et communion des hommes annoncée par le précepte évangélique : *tu*

---

<sup>24</sup> Voir les travaux de l'historien français Agulhon (1970: 543) sur la sociabilité populaire dans le paysage rural et urbain.

*aimerai ton prochain comme toi-même*»<sup>25</sup>. En effet, la solidarité et la fraternité ouvrières sont les préceptes fondateurs de la Société Ouvrière de Messine en 1861. Cette citation symbolise aussi le transfert de la charité chrétienne, la protection sociale était traditionnellement organisée par l'Église, vers l'organisation fraternelle commune laïque entre ouvriers vers le progrès humain. La citation tirée de l'évangile n'est pas anodine, mais sans sur-interpréter sa symbolique, elle traduit ce que Rolf Wörsdörfer a nommé la « religiosité populaire »<sup>26</sup> très présente à Messine. On pouvait aussi la trouver dans les festivités civiques autour de l'engouement populaire pour les fêtes liturgiques. Son symbole le plus éloquent étant encore actuellement la Statue de la *Madonna della Lettera* (la Vierge Marie) posée sur une stèle de 35 mètres inaugurée en 1934 à l'entrée du port de Messine sur laquelle est gravé en latin : « *vos et ipsam civitatem benedicimus* » littéralement « nous vous bénissons vous et votre cité ». Ce monument symbolise le culte populaire voué à la Vierge Marie, figure biblique populaire vénérée comme la sainte patronne de Messine depuis 1716. Selon la tradition, le moine Gregorio Arena aurait porté à Messine une traduction d'un codex arabe, une lettre de Marie aux habitants de Messine. Elle serait devenue la sainte patronne de la cité portuaire et sa fête aurait été fixée le trois juin de chaque année, occasion d'une fête à la fois populaire et religieuse au sein de la ville. Ce passage de relais d'une solidarité ecclésiastique à une solidarité laïque fraternelle se trouve aussi au cœur de notre étude de la Société Ouvrière de Messine, œuvre de la Franc-maçonnerie qui, dès l'unification, soutient le progrès humain qu'on pourrait qualifier de progressisme laïque. Pourtant, comment se traduit l'idéologie politique dans l'action sociale de la Société ? On peut soutenir que la Société Ouvrière supplante l'Église dans ses rôles traditionnels que sont l'assistance sociale, l'éducation et une forme de pratique communautaire.

<sup>25</sup> «La società degli Operai ha per principio fondamentale la reciproca solidarietà e comunione degli uomini, annunciata dal precetto evangelico : *Amerai il tuo prossimo come te stesso*». *Regolamento per l'associazione di mutuo soccorso di Messina* (1868: 3).

<sup>26</sup> Dans Wörsdörfer (1990: 1-9).

La ligne garibaldienne défendue par les sociétés de secours mutuels s'était affirmée après le Congrès des Sociétés Ouvrières de Florence en 1862. Pour la Société Ouvrière de Messine, elle évolue du radicalisme caractérisé par son anticléricalisme et son évolutionnisme vers une réorientation idéologique plutôt modérée représentée par les idées libérales luzzatiennes<sup>27</sup>. Cette politique se traduit, tout d'abord, par la participation plus grande des membres honoraires de l'association, bourgeoisie locale issue des professions libérales émergentes, aussi représentée dans son administration. Ainsi sur 489 membres en 1875<sup>28</sup>, on compte pas moins de 146 membres honoraires contre 343 membres effectifs. À ce moment, la Société est administrée par deux figures importantes du camp modéré que sont Gaetano Palermo qui devient secrétaire de l'association, et *il cavaliere* Giuseppe Simeone, qui en est le Président. Les objectifs apparaissent clairement en faveur de l'équilibre économique de la Société au détriment de certaines attributions sociales. En effet, selon l'article 2 du statut de 1877, la Société a pour « objectif le secours mutuel, économique et moral »<sup>29</sup> des membres. Le caractère progressiste et humaniste n'est plus un objectif décrit en préambule dans le statut, si bien que la Société est plus encadrée et les conditions d'accession à l'œuvre funéraire s'en trouvent modifiées. Dans le même temps, la Société acquiert un espace spécialement consacré au *Gran Camposanto*, le cimetière municipal de la ville de Messine, approuvé sur décision municipale par le Conseil Municipal de Messine le 26 février 1872, pour une durée de 10 ans.

Les liens entre l'association et la municipalité s'affirment en même temps que leur rapprochement politique réciproque représenté par les figures dirigeantes locales qui jouent sur les deux tableaux. En effet, Giuseppe Simeone, Président de

---

<sup>27</sup> Du nom de Luigi Luzzatti (1841-1927 Venise) : Il fut économiste et juriste nommé quatre fois ministre du trésor italien sous différents gouvernements dont celui de Giolitti, il soutient un libéralisme plus poussé par le développement des banques populaires dans toute l'Italie. Soutien du libre-échange, il adopte paradoxalement une politique de protectionnisme économique. Dans Baglio (2011; 2013-2014).

<sup>28</sup> *Statistica delle società di mutuo soccorso* (1875: 48-49).

<sup>29</sup> *Statuto e regolamento della Società Operaia di Messina* [1877] (1887: 5).

l'association, est issu de la bourgeoisie libérale puisqu'il était commerçant. Il entre au conseil municipal en 1870 et devient lui-même maire de la ville de novembre 1875 à septembre 1876<sup>30</sup>. Alors que le coût du transport jusqu'au cimetière municipal est pris en charge par la Société, des conditions plus drastiques sont mises en œuvre pour accéder au service funéraire : le paiement de 5 livres à l'inscription, une lire mensuelle et 0,25 lire en plus pour chaque membre de la famille qui voudrait en bénéficier. Les conditions liées à l'âge évoluent aussi, de 40 jusqu'à 50 ans, la taxe d'admission passe à 40 livres, puis 80 livres jusqu'à 70 ans, âge après lequel l'admission au service funéraire n'est plus possible<sup>31</sup>. Il faut aussi attester d'un excellent état de santé par la présentation d'une attestation délivrée par un médecin mandaté par l'association, et faute de paiement pendant 4 mois consécutifs, le membre est déchu de ce droit à l'œuvre funéraire. *In fine*, la Société est à la fois mieux gérée économiquement mais les conditions d'accès aux divers secours s'alourdissent pécuniairement et il devient donc plus difficile d'y accéder. Malgré tout, il semble difficile de ressentir cette idéologie politique dans le fonctionnement interne à l'association. Ces barrières économiques s'appliquent certainement, mais s'expliquent avant tout par le fait de l'évolution générale de la mutualité, plus précise dans les secours et plus adaptée à l'administration économique des sociétés de secours mutuels.

Dans les années 1880, parallèlement au développement des partis politiques, du radicalisme et du socialisme dans la sphère politique, la ligne défendue par la Société rentre de nouveau dans la sphère d'influence de la gauche historique après sa conquête du gouvernement en 1876 et surtout parallèlement au développement du mouvement ouvrier et socialiste de Messine. Ainsi, du 29 août 1880 au 1 juillet 1881, la Société a ainsi soutenu la publication de son propre organe de presse, le journal *Il lavoro*<sup>32</sup>. Des figures de la politique locale ont aussi participé aux rassemblements entre la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle comme Ludovico Fulci, professeur uni-

<sup>30</sup> Dans Cicala (2000: 256).

<sup>31</sup> *Statuto e regolamento della Società Operaia di Messina* [1877], (1887: 7).

<sup>32</sup> Dans Baglio (2013-2014: 303).

versitaire et député puis sénateur du royaume italien, alors dirigeant du Grand Orient de Turin à Messine. Cette liaison prouve le lien intrinsèque entre l'idéologie défendue par la Société et la franc-maçonnerie locale ainsi que la municipalité, notamment dans les attributions de la Société comme l'œuvre funéraire. Cette ligne politique et idéologique a donc varié, dans ses liens entretenus avec la maçonnerie et la commune de Messine dans une danse perpétuelle : entre anticléricalisme, progressisme social et mesures économiques. Il faut maintenant s'intéresser aux valeurs démocratiques et, au processus de diffusion de la citoyenneté à partir de l'étude des conditions d'admission et d'exclusion des membres.

Peut-on affirmer qu'être membre de la Société permettait l'adhésion aux valeurs défendues par la jeune nation italienne? Il nous est difficile de franchir cette barrière puisque cette étude reste trop restreinte : le mode de diffusion de la citoyenneté est un phénomène complexe, divers et propre à chaque individu ou groupes sociaux. Pourtant, on peut comprendre que l'adhésion aux codes et pratiques véhiculés par les associations a certainement permis aux membres d'acquérir certaines valeurs nationales. De même, la fraternité, octroyée par la sociabilité interne, a favorisé la naissance d'un sentiment communautaire d'appartenance à une seule et même classe, celle des ouvriers. L'enjeu est important au lendemain de l'Unité italienne d'autant plus dans les régions méridionales où le sentiment d'exclusion, voire d'opposition, s'est rapidement construit dans les discours après le rattachement : la «question méridionale»<sup>33</sup> est née de ce sentiment.

La Société est divisée en cinq catégories de membres. Les membres effectifs, perpétuels, contributeurs, honoraires et honorables. Deux catégories économiques s'opposent dans ce premier statut, les membres perpétuels sont admis dans la Société en payant directement auprès de la Caisse Sociale « la somme de 200 L»<sup>34</sup> sans verser de contribution mensuelle, alors que les membres contributeurs sont ceux qui payent une contribution mensuelle d'une lire. L'autre catégorie supérieure est celle des membres honorables, créé afin d'honorer

---

<sup>33</sup> Dans Frétygné (1998: 853-875).

<sup>34</sup> *Regolamento per l'associazione di mutuo soccorso di Messina*, (1868: 4).

certaines figures locales et nationales pour « service rendu à la société »<sup>35</sup>. Cette dernière catégorie permet à la fois d'ancrer la Société dans l'histoire nationale par la glorification de certaines figures comme celle de Giuseppe Garibaldi, membre honorable de la plupart des sociétés d'influence républicaine, et de récompenser l'action idéologique, sociale et économique des membres de l'association. Les différences entre les deux dernières catégories sont plutôt d'ordre social avec, tout d'abord, les membres honoraires qui sont « ceux auquel la Société confit des tâches »<sup>36</sup> selon le premier statut, c'est-à-dire, les membres chargés d'administrer la Société. D'ailleurs, la distinction entre les membres honoraires et les membres honorables semble être assez mince puisqu'en 1877, les membres honoraires regroupent les illustres personnes qui auraient rendu un service à la nation ou à la classe ouvrière. Alors que les membres honorables sont nommés comme ceux ayant « contribué moralement et économiquement de manière à en faire bénéficier l'association »<sup>37</sup>. Le statut de membre honoraire permettait, à travers des figures célèbres du mouvement national de l'unification aussi bien que des figures régionales du mouvement ouvrier, de symboliser l'idéologie et les objectifs de la Société. Alors que la deuxième catégorie offre la possibilité de témoigner la reconnaissance de la Société sur le plan local, pour ceux qui ont contribué à son développement dans leur participation effective. La catégorie des « membres effectifs » de la Société apparaît comme étant majoritaire car y sont admis « seuls les artisans et les artistes »<sup>38</sup>, moteurs de la Société « eux seuls peuvent voter aux réunions sociales »<sup>39</sup>. La masse des travailleurs dans la Société forme donc son corps civique. Ils étaient à la fois électeurs (à partir de 18 ans) et éligibles (à partir de 21 ans).

Malgré l'évolution idéologique de la Société Ouvrière de Messine influencée à la fois par la municipalité, la franc-maçonnerie locale et le mouvement mutualiste national, les pra-

---

<sup>35</sup> *Ibidem*.

<sup>36</sup> *Ibidem*

<sup>37</sup> *Statuto e regolamento della Società Operaia di Messina* [1877] (1887: 6-7).

<sup>38</sup> *Regolamento per l'associazione di mutuo soccorso di Messina* (1868: 3-4).

<sup>39</sup> *Ibidem*.

tiques démocratiques et laïques internes ne connaissent pas de bouleversements majeures. Véritable instrument de consensus et de dialogue entre les notables locaux et les travailleurs, les valeurs fraternelles, démocratiques et progressistes permettent à la fois de construire des citoyens exemplaires, conscients de leur appartenance à la jeune nation italienne et à une classe ouvrière en quête d'organisation pour résoudre la « question sociale » délaissée par le jeune États-nation occupé à la construction d'une conscience nationale. Même si ces statuts ne permettent pas de représenter les événements externes de l'association : les actes subversifs et les relations entretenues par les membres ou encore les figures de la Société, ils témoignent d'une lente évolution de ces pratiques et de son fonctionnement à travers une organisation progressivement plus précise et plus stricte. Malheureusement, alors que les autres sources produites, tenues par le Secrétaire de l'association, auraient permis une appréhension plus générale du déroulé des réunions, ces documents n'ont malheureusement pas été conservés si bien qu'il faut se contenter de reproduire son histoire à partir des quelques traces restantes.

### *3. Pour une histoire socio-culturelle de la mutualité*

L'éducation ouvrière se traduit concrètement par l'organisation de cours du soir et plus généralement par la création d'une école attachée à la Société Ouvrière dès 1861, c'est-à-dire au moment même de sa fondation. L'objectif est clairement de former les ouvriers afin de permettre leur émancipation sociale individuelle tout en représentant un enjeu électoral : le droit de vote est accordé aux lettrés à partir de 1882 sur présentation d'un certificat scolaire. Tout cela afin de déterminer son histoire socio-culturelle, champ historique récent dans l'histoire de la mutualité.

En 1868, le premier règlement fait office de statut social tout comme le discours prononcé la même année par le professeur Benincasa, sur la place du Duomo. Ils nous donnent tous deux les premières informations cruciales sur les premiers temps de l'école, célébrés à de multiples reprises dans

ces différents documents. En 1875, un discours est prononcé par le secrétaire Gaetano Palermo à l'occasion de la remise des prix organisée dans la salle de l'association pour récompenser les élèves méritants. Une année plus tard, un règlement spécifique à l'instruction témoigne du passage d'une école initialement élémentaire devenue une école d'arts et de métiers probablement dès 1865 – et plus précisément une école de dessin. En 1879, Antonio Carbonero, l'un des professeurs, soutient dans un rapport la nécessité de réformes pour cette école provoquant un conflit avec le Conseil de l'école sur ces questions, alors qu'un autre règlement est produit quelques années plus tard en 1889. Enfin, l'école des arts et métiers (*arte e maestieri*) acquiert une certaine consécration lors de sa présentation à l'exposition nationale industrielle de Turin en 1898 avec pour objectif la démonstration des bénéfices de son programme éducatif autant que son étendue. *In fine*, le prestige de cette école a provoqué la production de nombreux documents dont l'étude offre la mise en évidence des caractéristiques de l'éducation ouvrière au lendemain de l'Unité, de même qu'ils prouvent la spécialisation progressive de l'école.

Si dans les premiers temps, l'école permettait de compenser un manque étatique qui fut comblé après 1875, année où l'école élémentaire est confiée aux municipalités, elle dut se spécialiser pour survivre et continuer à former les ouvriers. Prodiguant de cours du soir, qui dans les premiers temps aidaient à lutter contre l'analphabétisme, elle prit progressivement le sens d'une formation théorique et pratique en mesure de former des ouvriers et non plus seulement des citoyens éclairés. Cette distinction semble importante à noter car elle prouve l'assimilation rapide de la nationalité dans une province - certes urbaine dans notre cas d'étude - mais souvent présentée comme exclue du processus national, alors même qu'elle se nourrissait du mouvement national en même temps qu'elle y prenait part. Le prestige dont bénéficient les Beaux-arts cache - surtout dans le discours - l'iceberg de la formation professionnelle et de la qualification ouvrière. N'oublions pas non plus le rôle politique de ces écoles, surtout à partir de 1882, dans la formation d'une base de clientèle, surtout si

l'on considère que l'alphabétisme et l'instruction permettaient *de facto* de voter, la bourgeoisie méridionale ayant tout intérêt à soutenir cette initiative pour orienter les choix politiques des ouvriers.

La culture politique de l'association s'affirme aussi dans la production culturelle de la société. En effet, deux bustes ont été produits par des artistes de l'école. Ils témoignent à la fois de cette production particulière en tant que symbole de l'enracinement républicain et démocrate. Le buste de Mazzini<sup>40</sup> créé par le sculpteur Lio Gangeri en 1873, tout comme le buste de Garibaldi, aujourd'hui conservé par la Società di Mutuo Soccorso Miliatari de Caltanisseta, dans l'intérieur des terres. En ce qui concerne, *Il busto di Giuseppe Mazzini*<sup>41</sup>, sa version en marbre a été placée sur une stèle dans la *villa Mazzini* et inaugurée en 1876, à l'exposition *Promotrice di Belle Arti* de Turin en 1880. Sur la stèle se trouve d'ailleurs l'inscription suivante : « L. Gangeri Roma 1873, Nato Messina 1845 morto Salerno 1913 ». Celle de Garibaldi n'est pas signée mais on peut penser qu'elle a été produite entre la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle, stylistiquement attribuée elle-aussi à Lio Gangeri. Il existe par conséquent un véritable art des sociétés de secours mutuels, produit et exposé en son sein, qui répond aux objectifs de la formation professionnelle de produire une culture propre grâce aux représentations de ses icônes politiques du *Risorgimento*. D'ailleurs, de nombreuses sculptures du *Gran Composanto* ont été vraisemblablement produites par les élèves de l'école artistique de la Société.

L'œuvre funéraire, attribution sociale dispensée par la Société Ouvrière, apparaît comme un exemple de ces transformations. En effet, en cas de souscription financière à cette prestation sociale, la sépulture était consacrée dans un espace dédiée aux membres au *Gran Composanto*, cimetière communal de la ville<sup>42</sup>. Par délibération du 26 février 1872, la commune avait concédé un espace dédié à la Société Ouvrière au moins pour une durée de 10 ans renouvelable, à défaut de

---

<sup>40</sup> Dans Bottari (2012: 435).

<sup>41</sup> *Ivi*: 443.

<sup>42</sup> *Statuto e regolamento della Società Operaia di Messina* [1877], (1887: 5).

payer une taxe pour obtenir le terrain à perpétuité<sup>43</sup>. Ainsi, cet espace consacré aux membres permettait l'affirmation spatiale et spirituelle de la fraternité ouvrière qui s'organisait aussi dans la mort : manière de symboliser qu'ils seraient dorénavant liés dans la vie, comme dans la mort, et empiétant en partie sur une attribution spirituelle de l'église, sans pour autant remettre en cause son hégémonie sur la construction de l'espace imaginaire *post-mortem*. Le cercueil d'apparat devait porter l'inscription « Società Operaia di Messina » ainsi que « le signe de la rédemption « La Croix »<sup>44</sup>». Si la liaison entre la religiosité individuelle représentée par la Croix, et la Société Ouvrière gravée au-dessus peuvent paraître paradoxales, il n'en est rien car l'un complétait l'autre, dans un savant mélange entre temporel et spirituel, fraternité et solidarité, civil et religieux. Outre le membre, ses proches pouvaient bénéficier d'une intégration dans les attributions sociales proposées par la Société tout autant que pour la mise en œuvre d'une cérémonie. Les funérailles représentaient un instant solennel entre les membres qui participaient aux obsèques, moment fraternel rassemblant les membres de l'association et la famille, symbole du rituel civique et incarné par la présence du drapeau de l'association pour exposer la participation fraternelle de la classe ouvrière au rituel civique.

Même si la cérémonie funéraire représente le seul rituel commun expliqué par les statuts sociaux de l'association affirmant, non pas entièrement le passage d'une cérémonie religieuse à une cérémonie laïque, mais l'addition des deux parties dans l'équation de la sociabilité ; il faut aussi voir que l'éducation, autant que la protection sociale, étaient les deux attributions traditionnelles cette dernière et que, par conséquent, ces attributions permettaient de restreindre l'emprise de l'Église dans son pouvoir temporel, ce qu'on peut aussi interpréter comme un signe annonciateur d'un anti-cléricalisme notoire. Dans quelles autres cérémonies publiques la Société s'intégrait-elle ? Cette intervention officielle publique dépendait du Conseil Général qui pouvait délibérer et statuer puis-

---

<sup>43</sup>*Ivi*: 5.

<sup>44</sup>«Società Operaia di Messina, ed il signe della redenzione - « La Croce »». (*Ivi*: 38).

qu'il pour définir « dans quelles circonstances la Société devra intervenir pour les fêtes et solennités publiques ou privées »<sup>45</sup>. La preuve la plus significative de cette religiosité populaire en partie profane et en partie religieuse est la fête de l'Assomption du 15 août. Elle était constituée de célébrations populaires importantes dans toute la ville, et représentait le point culminant du cycle des festivités : feux d'artifices, foires, représentations musicales, chariots pour la procession, cortèges populaires où se mêlaient symboles religieux et symboles profanes comme si la célébration elle-même dépassait l'objet initialement glorifié. Oublier cette forte religiosité populaire serait passer à côté d'une partie de l'histoire populaire sicilienne surtout dans le cadre de l'affirmation de l'anticléricalisme véhiculée par les origines maçonniques des cercles et autres associations bourgeoises de la ville.

Par ailleurs, les célébrations de l'histoire de la Société permettaient aussi de réunir ses membres autour de repères historiques et philosophiques communs. Ces quelques exemples cachent à eux-seuls une histoire que nous ne pourrions évoquer sans avancer dans l'inconnu : celle des quelques mots que tous ses membres ont probablement échangé sur la place, à boire un café ou de l'eau, à fumer tout en jouant aux cartes, en occupant un espace public, celui de la *Piazza*, dans un cadre informel. Cette histoire était aussi certainement celle du quotidien, celle de l'informel mais aussi celle de la sociabilité, celle de la rencontre et celle de la fraternité. L'espace est une autre clef de raisonnement pour comprendre cette sociabilité populaire véhiculée par ces pratiques sociales propres. Il en était de même pour les locaux de l'association, autres lieux privilégiés de rencontre où se déroulaient aussi les parties de cartes, la lecture du journal et des livres mis à leur disposition, lieux aussi de discussions animées, ou chacun pouvait débattre de l'actualité et finalement se rencontrer<sup>46</sup>. Enfin, ces lieux de rencontre jouaient le même rôle que les tavernes romaines ou les Maisons du peuple (*Case del popolo*) de Ro-

---

<sup>45</sup> « Il Consiglio Generale delibererà in quali circostanze la Società debba intervenire per feste e solennità pubbliche o private ». (*Ivi*: 10).

<sup>46</sup> *Ivi*: 22-23.

magne ou de Toscane dans leur fonction sociale et culturelle<sup>47</sup>.

Ainsi, le discours prononcé sur la place du Duomo en 1868 a-t-il été organisé, sur le lieu de rassemblement privilégié de la ville, la *piazza* communale, cœur de la ville portuaire. Il fut prononcé pour célébrer les huit premières années de l'existence de la Société Ouvrière de Messine puisqu'elle était née en même temps que la Nation. En cela on pourrait affirmer – non sans exagération – qu'elle donne le pouls de l'histoire sociale du pays – ou tout au moins des régions méridionales – au moins dans ses premiers temps. Ces discours et autres manifestations publiques permettaient également de présenter les objectifs et le bien-fondé de l'association pour les *galantuomini* – qui cherchaient aussi à renforcer leur base électorale par l'intégration de nouveaux membres – et les rassembler autour de repères communs. Les célébrations des fêtes civiles conçues pour célébrer la mémoire du Risorgimento constituent aussi certainement des moments essentiels dans la construction nationale puisque « la sacralisation laïque de la Patrie ne pouvait se passer de symboles et rituels »<sup>48</sup>. Tandis que l'Italie monarchique célébrait le *Risorgimento* par la fête du *Statuto*, la fête civile du 20 septembre et l'anniversaire de la prise de Rome, les milieux radicaux et démocrates ont institué des célébrations laïques lors de la Saint Giuseppe, le 19 mars, en référence à Mazzini et Garibaldi ainsi que des festivités à l'anniversaire de leur mort, respectivement le 10 mars et le 2 juin. Ces fêtes publiques étaient aussi l'occasion pour la Société d'affirmer son identité et son idéologie dans cette concurrence vis-à-vis de la mémoire publique et au sein des célébrations du Risorgimento. Ainsi, la culture politique de ces associations est profondément ancrée dans l'idéologie républicaine et démocrate représentée par le culte voué aux figures de Mazzini et Garibaldi.

Pour nuancer ces hypothèses, on peut affirmer à partir des éléments évoqués précédemment que la culture politique, républicaine et démocrate tend à se restreindre progressivement

---

<sup>47</sup> *Ibidem.*

<sup>48</sup> Dans Baioni (2012: 155).

tout au long de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. En effet, portée par les aspirations des lendemains de l'Unité, les radicaux, démocrates et républicains envisagent les sociétés de secours mutuels comme des instruments de lutte qu'elles ne deviendront pas – tout au moins pour les sociétés mixtes au cœur de notre recherche. Dans ce sens, la Société devient un instrument de dialogue, de médiation à différents niveaux et par conséquent, cette perte de substance politique se ressentirait dans le discours sans pour autant bouleverser les pratiques. En revanche, cette culture politique profondément républicaine, démocrate et radicale s'affirme dans les symboles et autres représentations sociales, dans le programme éducatif de l'école, dans toutes les thématiques soutenues ou produites par la société elle-même.

### *Conclusion*

Le rôle des sociétés de secours mutuels apparaît comme essentiel dans le processus de nationalisation de l'Italie au lendemain de l'Unité, autant que dans la formation d'une culture de classe et d'une culture républicaine. La lecture de son histoire à différentes échelles symbolise cette richesse historique : dans son dialogue et ses évolutions avec l'histoire nationale, dans ses traits de spécificités provinciales - souvent dépeintes comme antagoniste de l'Unité italienne alors même que son dynamisme démontre autant les limites que l'influence des politiques menées par les différents gouvernements italiens jusqu'en 1914 - ainsi que dans sa relation toute particulière avec la commune de Messine dont la vie politique semble mouvementée surtout après l'arrivée au pouvoir de la Gauche Historique en 1876. De même, cette étude contribue à resituer la place de la Sicile – ou tout au moins celle de la province de Messine – dans l'unification italienne, dans le mouvement mutualiste et l'essor de la vie politique publique dans les communes méridionales après l'unification. Le lien intrinsèque qui existe entre les différents genres historiographiques permet de dépasser les bornes, bien souvent trop artificielles, entre les histoires pour tenter de reproduire, du mieux possible, la portée historique de la mutualité italienne

au lendemain de l'Unité qui s'intègre pleinement dans tous les débats nationaux. Par ce jeu d'échelles<sup>49</sup>, la Société Ouvrière de Messine s'intègre pleinement dans les débats nationaux culturels, politiques et sociaux, alors que l'étude des sociétés ouvrières permet de définir l'histoire d'un *Mezzogiorno* dynamique, singulier mais intégré à la nation après l'Unité italienne.

L'étude de cette même période consécutive pourrait former un champ de recherche fort intéressant à défricher dans le cadre de l'histoire de la mutualité méridionale et des associations pendant la période fasciste. En effet, il serait pertinent de comprendre leur rôle dans la période de l'entre-deux guerres, sur laquelle si peu d'études ont été menées. Ainsi, Michel Dreyfus soutenait que l'étude de cette période laissée en friche mériterait, selon lui, une plus grande attention pour comprendre le rôle des associations durant cette période en France<sup>50</sup>. Le constat est similaire pour l'Italie contemporaine de l'entre-deux guerres. L'année 1914 marque la fin de notre cycle, par l'arrivée de ce qui deviendra la Grande Guerre et aussi par l'élargissement électoral consécutif à la loi de 1912 car celui-ci bouleverse la vie de la politique locale. Souhaitons que cette histoire de la mutualité, qu'elle soit sociale, culturelle ou politique, permette d'affirmer l'étude de la puissance collective dans l'Histoire. Dans un article récent, Michel Dreyfus constatait que « les travaux universitaires portant sur l'histoire de la mutualité brillent par leur absence. Il est difficile d'intéresser des étudiants, historiens débutants, à l'histoire de ce mouvement et l'auteur de ces lignes en a fait l'expérience durant trois décennies »<sup>51</sup>. J'espère répondre, par cette étude, à cette problématique afin de participer humblement à combler ce manque universitaire, malgré les différences qu'il convient de rappeler entre les mouvements mutualistes italiens et français. On peut aussi constater que cette différence existe aussi dans l'intérêt porté sur les sociétés de secours mutuels italiennes, mais en élargissant à l'histoire de la protection sociale, le manque dans

---

<sup>49</sup> Sur cette question voir le livre de Revel (1996).

<sup>50</sup> Dans Dreyfus (2016).

<sup>51</sup> *Ibidem*.

l'historiographie se fait ressentir aussi bien en France qu'en Italie. Souhaitons aussi comme Michel Dreyfus, que l'Histoire du dialogue, de la conciliation, ne soit plus oubliée au profit de l'histoire de la conflictualité<sup>52</sup>.

### Bibliographie

AGULHON MAURICE, 1970, *La République au village : les populations du Var de la Révolution à la Seconde République*, Paris: Plon.

ALIBERTI GIOVANNI, 1979, *Strutture sociali e classe dirigente nel Mezzogiorno liberale*, Roma: Edizioni di storia e letteratura.

BAGLIO ANTONIO, 2018, *Tra solidarismo, assistenza e istruzione popolare. Le Società di Mutuo Soccorso in Sicilia dall'Unità ai primi del Novecento*, Roma: Ediesse.

BAGLIO ANTONIO - BOTTARI SALVATORE (a cura di), 2011 « Movimento operaie e socialista » in *Messina dalla Vigilia del terremoto del 1908 all'avvio della ricostruzione*, Messina: istituto di studi storici Gaetano Salvemini.

BAGLIO ANTONIO, MOLONIA GIOVANNI (a cura di), 2013, *Una strada, un nome. Dizionario toponomastico della Città di Messina*, Messina: Rotary Club.

BAIONI MASSIMO, 2012, "Mémoires publiques du Risorgimento dans l'Italie libérale. Un parcours historiographique", *Revue d'histoire du XIXe siècle*, n 44, pp. 151-161.

BOTTARI VALERIA, 2012, "Bozzetti di sculture messinesi dell'Ottocento e del primo noventa", *Archivio Storico Messinese*, Messina: Società Messinese di Storia Patria, 2012.

BERTINI FABIO, 2007, *La democrazia europea e il laboratorio risorgimentale italiano*, Florence: Firenze University Press.

CICALA ANTONIO, 2000, *Partiti e movimenti politici a Messina. Dal fulcismo al fascismo (1900-1926)*, Soveria Mannelli: Rubbettino.

CETTINA LAUDANI, 2012, *Dalla libera muratoria alle associazioni di mutuo soccorso. Democrazia e rappresentanza politica nella Sicilia postunitaria: La provincia di Catania*, Acireale: Bonanno.

DIOMEDE IVONE, 1982, "Le società operaie di mutuo soccorso nelle città meridionali della seconda metà dell'Ottocento", *Clio*, n. 1-4, pp. 227-246.

DREYFUS MICHEL, 2016, "Mutualité et coopération : une histoire par trop méconnue", *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n 133, pp. 169-180.

---

<sup>52</sup> *Ibidem*.

FRETIGNE JEAN-YVES, 1998, «Du sicilianisme à l'histoire de la Sicile », *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, n 2, pp. 853-875.

\_\_\_\_\_, 2002, *Biographie intellectuelle d'un protagoniste de l'Italie libérale : Napoleone Colajanni (1847-1921), essai sur la culture politique d'un sociologue et député sicilien*, Rome: Ecole française de Rome.

\_\_\_\_\_, 2009, *Giuseppe Mazzini : il pensiero politico*, Florence: Centro Editoriale Toscano.

INGRASSIA MICHELANGELO, 2017, "Le società operaie di mutuo soccorso e la lotta politica nell'Italia post-unitaria. Il caso siciliano", *Rassegna storica del Risorgimento*, anno CIV, fasc. I, 2017, pp. 165-180.

MAREC YANNICK, 2002, *Bienfaisance communale et protection sociale à Rouen (1796-1927) : expériences locales et liaisons nationales*, La Documentation française (texte remanié de la Thèse de doctorat – Lettres, Paris I, 1999).

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO (a cura di), 1864, *Statistica del Regno d'Italia. Società di mutuo soccorso. Anno 1862*, Torino: Tip. Letteria.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO (a cura di), 1875, *Statistica delle società di mutuo soccorso*, Roma: Regia Tip.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO (a cura di), 1906, *Le società di mutuo soccorso in Italia al 31 dicembre 1904 (studio statistico)*, Roma: Tip. Nazionale di G. Bertero.

TOMASSINI LUIGI, 1999, "L'associazionismo operaio: aspetti e problemi della diffusione del mutualismo nell'Italia liberale", in S. Musso, *Tra fabbrica e società. Mondi operai nell'Italia del Novecento*, Bologna: Il Mulino.

REVEL JACQUES, 1996, *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris: Gallimard. Le Seuil, «Hautes Études».

SOCIETÀ OPERAIA DI MESSINA, 1868, *Regolamento per l'associazione di mutuo soccorso di Messina*, Messina: Biblioteca Regionale Universitaria.

SOCIETÀ OPERAIA DI MESSINA, 1887, *Statuto e regolamento della Società Operaia di Messina [1877]*, Messina: Biblioteca Regionale Universitaria.

*Statuto Fondamentale del Regno in data 4 marzo 1848, 1884, corredato di lettere patenti, decreti, proclami, plebisciti con intestazioni degli atti di governo e formola per la promulgazione delle leggi*, Torino.

WÖRSDÖRFER ROLF, 1990, *movimento operaio e socialisti a Messina (1900-1914)*, Reggio Calabria: Cangemi.

*Abstract*

LA SOCIÉTÉ OUVRIÈRE DE MESSINE (1860-1914): UN EXEMPLE DE LA DIFFUSION DE VALEURS PROGRESSISTES APRÈS L'UNITÉ ITALIENNE.

(THE WORKER'S SOCIETY OF MESSINA (1860-1914): AN EXAMPLE OF THE DIFFUSION OF PROGRESSIST VALUES AFTER ITALIAN UNITY).

*Keywords* : Labor Movement, Worker Society, mutual aid, Messina, Risorgimento.

This essay focuses on the foundations of mutuality and solidarity through the history of the working society of Messina. It was the first in the Sicilian city facing the mainland in 1861. The port city is shared between traditions and modernity in the beginning of Italian Unity in 1860, so that workers from different trades hang out within these society. Though this local study, it will be necessary to understand the rôle of these societies in the emancipation of workers, and in the diffusion of values. More generally, in a feeling of rejection of the southern regions in relation to the Italian Unity, it will be necessary to understand how the beginning of democratics and seculars values are spreading within this class, in a place of sociability and exchange between notables and workers.

ROBIN LAUNAY  
Université de Rouen (Normandie)  
launay.robin76@gmail.com

EISSN 2037-0520